

(Mars 2023)

La tournée africaine du président français : dépasser le verbe !

Archange Bissue Bi-Nze

Institut des sciences politiques Louvain-Europe

Le 27 février dernier, lors de son discours sur la politique africaine, le président français affirma que « *la France devient le bouc émissaire idéal* », responsable des situations de troubles et des problèmes de gouvernance interne dans ses anciennes colonies. Il s'engagea à ne pas laisser une telle perception évoluer. De même, Emmanuel Macron soulignait qu'il ne souhaite pas participer à un défi de puissance en Afrique, « *une compétition [...] anachronique* » selon lui. Or, en examinant sa récente tournée africaine, le masque tombe. L'établissement d'une « *nouvelle relation équilibrée, réciproque et responsable* » n'est qu'une vue de l'esprit, qui enveloppe la volonté de dynamiser les relations franco-africaines. C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire cette deuxième tournée africaine (depuis sa réélection), effectuée du 1^{er} au 5 mars au Gabon, en Angola, au Congo-Brazzaville et au Congo-Kinshasa. Quels enseignements en tirer ?

Nier la fragilisation des relations franco-africaines

Dans *La France en Afrique. Le combat des Anciens et des Modernes*, Yves Gounin avançait que « *le complexe franco-africain est aujourd'hui en crise [...] il se fissure à partir de 1994* ». En effet, le génocide rwandais entacha la crédibilité de la coopération franco-africaine. Les changements intervenus en France en 1997, n'ont pas considérablement impacté le comportement à géométrie variable, des implications françaises dans la politique intérieure des pays africains. Pendant les dix-sept premières années de ce siècle, nous avons observé une dégradation continue des relations entre la France et ses ex colonies. L'Élysée n'a pas considéré les sonnettes d'alarme venant d'Afrique. Les présidents qui se succédèrent agirent sans prendre en compte les signes d'essoufflements de cette coopération.

Devenu président en 2017, Emmanuel Macron trouve les rapports franco-africains dans un état de fragilité abyssale. Par où commencer ? Difficile de le dire, le constat est alarmant. Il faut saisir et/ou créer des opportunités politiques. Le « *One Forest Summit* » à Libreville en est une. Lors de son séjour au Gabon, le président français dira : « *Nous venons à Libreville pour une initiative internationale, pour la biodiversité* ». La visite s'est-elle limitée à cet aspect, sachant que le Gabon est l'un des « *bons élèves* » de la France dans son pré carré en Afrique centrale au même titre que la République du Congo ?

Il n'est pas prétentieux d'y voir une manœuvre de séduction politique, accompagnée de garanties du soutien français pour le régime gabonais et celui du Congo-Brazzaville, comme elle le fait au Tchad et en Côte d'Ivoire. Si la politique est devenue un spectacle dit Christian Delporte (*Une histoire de la séduction politique*), la séduction politique a pour but de créer un lien de « *domination redoutable* » à l'endroit de la personne (physique et/ou morale) séduite. Elle permet de renforcer la relation existante au bénéfice du séducteur, ici la France. Cependant, le président Macron est conscient des critiques des Africains contre son pays.

Macron devant la notoriété perdue de la France en Afrique

Macron a connaissance du sentiment anti-français en Afrique. Ce sentiment s'est construit au fil du temps, dû aux décisions controversées d'interventions françaises, du soutien officiel et/ou officieux de Paris dans les situations de déstabilisation internes de certains États africains, etc. De l'Afrique de l'Ouest en Afrique centrale, l'ex puissance coloniale est désavouée. La France devient un acteur dont la présence est indésirable et l'action perçue négativement. Si le Burkina Faso, le Mali, la RCA sont régulièrement cités, ils ne sont pas les seuls pays où les autorités et l'opinion publique rechignent la France.

Lors de la visite d'Emmanuel Macron en République Démocratique du Congo (RDC), le président Félix Tshiseke questionna son homologue français en ces termes : « *pourquoi l'ancien Ministre des Affaires étrangères français, Jacques Yves le Drian, avait pu dire que mon élection fut un compromis pour l'Afrique ?* » ; « *pourquoi la France ne condamne pas l'agression du Rwanda ?* ». Par ces interrogations, le président congolais pointait du doigt à la France. Ce qui entraîna une accusation réciproque, dans la mesure où Macron avança que la RDC ne doit pas « *chercher des coupables à l'extérieur* », si elle n'a « *jamais été capable de restaurer souveraineté* » depuis 1994.

On constate dans les propos de ces présidents, que l'élégance du langage diplomatique empruntant le plus souvent, l'euphémisme et la litote, disparaît peu à peu des échanges officiels. La rhétorique diplomatique se transforme en langue de bois. Dans ce langage, les acteurs choisissent les mots avec une intentionnalité précise (vexer, terrifier, etc.). Si le président français considère l'Angola comme un « *partenaire stratégique* », le Gabon comme un État « *en situation de leadership* » environnemental, le Congo-Brazzaville comme un partenaire sûr, le durcissement du langage en RDC met en exergue une perte de notoriété française en Afrique.

À titre d'illustration, Emmanuel Macron croyant que son pays a des relations amicales avec le Maroc, *Jeune Afrique* dans sa publication du 1^{er} mars, laissait entendre que « *les relations ne sont ni amicales ni bonnes, pas plus entre les deux gouvernements qu'entre le Palais royal et l'Élysée* ». L'image avantageuse de la France dans ses rapports avec les pays africains s'est effritée, il est temps de la retrouver et de mobiliser l'ensemble des forces pour y parvenir.

Le défi macronien face à la présence russe

La période 2010-2021 fut considérée comme « *le temps de la reconquête* » par Thomas Borrel *et al.* dans *L'empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*. Si l'on évoque la reconquête, c'est qu'il eut soit une stagnation des relations franco-africaines, soit une perte d'influence française en Afrique. Dans la présentation de sa politique africaine, Macron fait ressortir insidieusement, le défi que représente la Russie qui voudrait pousser la France dans une compétition de puissance. Elle y est arrivée, les faits le montrent. D'où une volonté de reconquête française qui résulte de la notoriété russe montante en Afrique. Le relatif désengagement français n'a pas été une perspective bénéfique pour la France. Aujourd'hui, elle en paie les frais.

C'est pourquoi, pour dynamiser son engagement et sa présence en Afrique, la France estime que tous les pays africains et tous les secteurs d'activités sont essentiels. En Angola, outre le partenariat économique, Macron permit à la société française Airbus de signer un contrat, afin d'aider ce pays à se doter de son premier satellite. En outre, il souhaite que la France et le Congo-Brazzaville s'engagent sur les questions « *mémorielles, historiques et culturelles* ». Mesurant l'influence de l'univers musical en RDC, Macron et Fally Ipupa ont partagé un verre dans un bistrot de Kinshasa. La reconquête passe aussi par la séduction des cœurs par personne interposée, mieux en se servant des Africains ayant une influence sur les populations, le cas des artistes.

Somme toute, la tournée africaine du président français a semblé inopportune et fut mal reçue dans l'opinion publique des quatre pays visités. Il est trop tôt pour croire à un partenariat nouveau France-Afrique. La position de l'Élysée est attendue face aux changements constitutionnels, qui auraient lieu cette année dans certains États africains. Seuls les faits comptent et non les discours.

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

Site : <http://www.recherches-internationales.fr/> Mail : recherinter@paul-langevin.fr

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19